

« Les conditions sociales et organisationnelles du changement des pratiques de consommation d'énergie dans l'habitat collectif ».

**Gaëtan Brisepierre, Sociologue**

[gbrisepierre@gmail.com](mailto:gbrisepierre@gmail.com) / 06.17.81.37.37

La thèse de Gaëtan Brisepierre est une élucidation des problèmes concrets posés aux acteurs par la réduction des consommations d'énergie dans l'habitat collectif. Elle a été dirigée par Dominique Desjeux (Anthropologue de la consommation, Université Paris Descartes) et réalisée dans le cadre d'une convention CIFRE avec la Direction de la Recherche et de l'Innovation de GDF Suez. La soutenance de thèse s'est déroulée le 19 septembre 2011 à la Sorbonne, avec un jury présidé par Marie-Christine Zélem (Université de Toulouse Le Mirail), et composé de Sophie Dubuisson-Quellier (CSO, Sciences Po - Paris), Bruno Maresca (CREDOC), Joëlle Gitton (GDF Suez) et Dominique Desjeux. La publication d'un livre issu de la thèse est prévue chez L'Harmattan pour Septembre 2012.

Le point de départ de la recherche est une interrogation sur le comportement des habitants qui constituent aujourd'hui une boîte noire, voire un point de blocage, des programmes de maîtrise de l'énergie (effet rebond, inefficacité du signal prix...). En contre-point des approches technico-économique, la thèse propose une approche interactionniste de la consommation d'énergie, comme le résultat de la rencontre entre des pratiques domestiques, des objets techniques et des organisations sociales. Elle se place à deux échelles d'observation, d'une part une échelle microsociale avec une description ethnographique des « pratiques énergétiques » et en particulier des pratiques de chauffage ; d'autre part une échelle mésosociale, avec une analyse stratégique des organisations qui régissent les décisions et les modalités de gestion des immeubles.

La méthodologie qualitative adoptée repose sur une démarche de recherche empirico-inductive, c'est-à-dire qui part de descriptions pour élaborer des modèles de compréhension. Trois enquêtes de terrain, à base d'entretiens approfondis et d'observations auprès de ménages et de professionnels, ont été menées afin d'aborder les différentes dimensions du phénomène de consommation d'énergie dans l'habitat collectif. En 2008, une enquête exploratoire sur les pratiques domestiques des militants écologistes. En 2009, une étude sur la gestion du chauffage en HLM avec l'aide de trois bailleurs sociaux (SNI, CMH, Bayonne). En 2010, une enquête sur la rénovation thermique des copropriétés franciliennes grâce à différents partenaires (ADEME, Mairie de Paris, ARC).

La première partie de la thèse montre que la sensibilité écologique n'est pas suffisante pour entraîner un changement des pratiques domestiques vers plus de sobriété énergétique. Les modalités d'information sur la consommation d'énergie ne permettent pas le développement d'une véritable « réflexivité énergétique » nécessaire au changement. La consommation d'énergie s'organise autour des activités de la vie domestique qui fonctionnent chacune selon des logiques variées et imposent des contraintes sociales, symboliques et matérielles à la réduction des consommations. Malgré les tactiques d'économies d'énergie bricolées par les habitants, il existe une incertitude forte sur l'effectivité des économies engendrées qui se retrouve également dans les

controverses technoscientifiques. Au final, les répertoires de « gestes verts » n'apparaissent pas à la hauteur de la révolution domestique, comparable à celle des Trente Glorieuses, et qui reste à mener.

La seconde partie de la thèse est un focus sur les pratiques de chauffage qui représentent en moyenne 65 % de la consommation d'énergie domestique. Contrairement à l'idée selon laquelle les habitants choisiraient librement leur température de chauffage (19°C...), la recherche montre que le confort repose sur un système de pratiques thermiques dont le chauffage n'est qu'un des éléments. Les besoins en chaleur connaissent de fortes variations sociales et spatiales, et les habitants mobilisent toutes une série de pratiques non consommatrices d'énergie et *low tech* pour atteindre le confort : gestion de l'endothermie, de la circulation de l'air, et des sources annexes de chaleur. En réalité, les marges de manœuvre des habitants sur l'utilisation du chauffage apparaissent très réduites quelque soit le mode de chauffage. Cette analyse met le doigt sur le « chauffage central » comme norme sociotechnique qu'il est nécessaire de réinterroger dans l'optique d'une transition énergétique.

La troisième partie de la thèse analyse le système d'acteurs de la régulation du chauffage en HLM pour comprendre les dysfonctionnements vécus par les locataires sociaux, notamment en chauffage collectif (panne, surchauffe...). Les bailleurs sociaux se concentrent sur le plus urgent (les « épaves thermiques »), ce qui est obligatoire (BBC) et valorisant (EnR), mais délaissent le pilotage, la maintenance et la modernisation des systèmes de chauffage de la majorité du parc. Alors que l'optimisation de la régulation est source de confort et constitue un gisement potentiel d'économies d'énergie, elle est prise dans un « jeu de défausses » qui détournent les acteurs de cet objectif. Les actions entreprises par les bailleurs sociaux (baisse des températures, équilibrage du réseau, individualisation des charges) ont une efficacité limitée car elles se heurtent à une organisation qui segmente les interventions sur le chauffage et focalise le coût du changement sur un seul acteur.

La quatrième partie de la thèse aborde la question de la décision de travaux d'économie d'énergie à travers des cas de copropriétés avant-gardistes déjà engagées dans cette démarche. Elle met en lumière que les syndicats n'ont pas intérêt à s'investir dans un tel projet dont le moteur est l'engagement d'un copropriétaire « leader » qui contourne l'organisation formelle. Le vote positif des travaux dépend moins des majorités de votes que d'un long processus d'innovation qui comprend des étapes préparatoires (optimisation de la régulation, audit énergétique) et un lourd travail de montage de projet (communication, recherche d'entreprise, financement, préparation de l'AG). Au final, les choix techniques de la rénovation ne correspondent ni à un optimum technico-économique ni à des modèles standards, mais à des solutions acceptables par les copropriétaires et adaptées aux singularités de l'immeuble.

Enfin, la conclusion de la thèse invite à renverser le débat public sur les économies d'énergie dans l'optique d'un changement du rapport à l'énergie des habitants dans le bâtiment. La séparation entre les solutions qui relèvent du comportement (sensibilisation, information...) et celles qui relèvent de la technique (rénovation, infrastructure...), conduit à une impasse. L'action sur les économies d'énergie doit au contraire reposer sur l'observation des interactions entre les pratiques, la technique et les organisations. C'est en inventant de nouveaux modes de délibération impliquant davantage les habitants dans les choix concernant les immeubles, que l'on parviendra à faire évoluer conjointement les pratiques et les immeubles vers plus de sobriété énergétique.